

vent au sud de notre pays, où ils nous auraient fait une telle réception qu'ils nous auraient peut-être étouffés de leur chaleureuse étreinte. Nous croyons que l'impérialisme, au point de vue commercial, aura pour effet d'unir plus étroitement la mère patrie à ses colonies, de faire une ceinture ou plutôt une union douanière provinciale qui, tout en restant dans les limites de l'empire, fera le tour du globe. Si nous devons être impérialistes, voilà la sorte d'impérialisme qu'il nous faudrait cultiver. Les membres de l'autre côté de la Chambre ont parlé de la prospérité phénoménale dont jouit le pays. Personnellement je ne conteste pas que nous traversons une époque de prospérité. Je ne nierai pas pour un instant que notre revenu se soit accru d'une manière extraordinaire; mais, habitué que je suis à ne jamais croire une assertion sans m'assurer des faits, quand je puis le faire, particulièrement au point de vue historique, j'ai passé ma dernière soirée à étudier la situation financière du pays, et, tout en m'inclinant devant les maîtres de la finance, dont plusieurs sont membres de cette Chambre, je ferai connaître le résultat de mon étude et j'exposerai mes vues sur la question.

Bien qu'il ait le droit de se réjouir, à ce sujet particulier, le pays devrait se renseigner et s'assurer si nous occupons une situation qui nous permette de nous réjouir à tous les points de vue. Il ne suffit pas d'être prospères aujourd'hui; nous devons voir à ce que notre prospérité repose sur des bases qui la rendent durable. Je constate que, depuis la Confédération jusqu'en 1895, la balance du commerce, sauf en 1881, a été contre nous. Pour la première fois, dans notre histoire fiscale, nous avons eu la balance du commerce en notre faveur en 1895. Un an après, le parti libéral arriva au pouvoir. Si nous comparons à un point de vue commercial, la situation du pays telle quelle existait en 1896, lorsque les conservateurs remirent les rênes du gouvernement aux libéraux, avec la situation du pays telle qu'elle existe en 1911, nous constaterons que, bien que la balance du commerce, grâce à la politique nationale, ait été en notre faveur et ait continué de l'être durant plusieurs années, après 1896, elle est aujourd'hui énormément dans le sens contraire.

Les libéraux nous ont remis les rênes du pouvoir après avoir eu, quant à la balance du commerce, un déficit annuel et sauté l'année dernière de \$98,000,000 à \$180,000,000. L'année dernière, nous avons eu, quant aux balances du commerce, un déficit de \$180,000,000. Nous avons eu un excédent en 1896, lorsque les libéraux sont arrivés au pouvoir, et aussi en 1897, en 1900 et en 1901; mais, depuis cette époque-là, nous avons eu des déficits. En 1902 la balance du commerce était entre nous et elle a continué de l'être. Nous n'avons pas eu d'excédent, depuis 1902, des exportations sur les importations. La balance, dans le sens contraire a été, en 1903, de \$15,000,000; en 1904, de \$45,000,000; en 1905, de \$63,000,000; en 1906, de \$37,000,000; en 1907, de \$54,000,000; en 1908, de \$90,000,000; en 1909, de \$49,000,000; en 1910, de \$90,000,000, et, l'année dernière, de \$180,550,000. C'est donc un état de choses alarmant. Durant les cinq dernières années, (il est inutile de trop citer de chiffres) la somme des exportations s'est élevée à \$2,432,841,510 et celle des exportations à plus de trois billions, ce qui nous laisse à payer une somme de \$627,479,453. Voilà l'héritage que nous a laissé le dernier gouvernement. Durant ces cinq années nous avons eu un déficit d'un demi-milliard.

L'honorable M. GIBSON: Si les affaires ont été aussi mauvaises pour nous, comment avons-nous eu un excédent?

L'honorable M. POIRIER: Nous l'avons eu grâce aux banques. Nous avons le meilleur système de banques du monde. A la Confédération le capital des banques était de trente millions. Lorsque les libéraux arrivèrent au pouvoir, en 1896, le capital payé était, je crois, de soixante-deux millions. L'année dernière il était de quatre-vingt-seize millions; mais, cette année, en raison de l'établissement de la Banque Provinciale du Canada, il est, je crois, de cent-quatre millions. L'année dernière, la circulation était de quatre-vingt-dix-sept millions. Assurément les banques, avec leur propre capital, avec leurs seules ressources, ne pouvaient faire face aux exigences d'une balance du commerce qui était contre nous. Où nous avons pris l'argent nécessaire au paiement des mar-